



99 bis Ave du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Comité national du 31 mai 2014

rapport introductif

Chers camarades,

Nous avons vécu avec les élections européennes une campagne électorale intense pour notre parti. Nous allons consacrer une part importante de notre comité national à tirer les enseignements majeurs de cette campagne, les conséquences pour notre peuple et ceux d'Europe et bien sûr, examiner quelle activité nous allons mener pour développer, renforcer notre parti, seul dans cette campagne électorale à proposer une alternative révolutionnaire.

Quel est rapidement tracé, le cadre dans lequel se sont déroulées les élections de dimanche dernier ?

Tout d'abord, il faut rappeler que le capitalisme en Europe et dans le monde s'est fortement développé suite à la défaite de l'URSS à la fin des années 80. On entendait partout à l'époque que le monde allait enfin être libéré, et qu'avec la fin de la « guerre froide » on allait vivre dans un monde de paix pour le plus grand bonheur des peuples.

Il faut revenir sur cette période pour faire connaître les ravages économiques et sociaux que le capitalisme génère en se développant.

Du point de vue économique : les grands groupes capitalistes se sont lancés dans une concurrence effrénée, dans une course au profit dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences : délocalisation des productions dans les pays à « bas coûts », fermetures d'entreprises, suppression massive d'emplois, casse des acquis sociaux, des services publics, baisse des salaires et des pensions, atteintes aux droits à la retraite, à la santé, à l'éducation,...

Dans tous les pays d'Europe, les états à la solde des multinationales utilisent les mêmes moyens pour exploiter davantage les peuples.

En France les reculs sont considérables : Il y a 20 ans la production industrielle représentait 25 % de l'économie nationale, elle en représente 13,5 % aujourd'hui. Dans le même temps, 2 100 000 emplois ont été supprimés dans ce secteur. Les grands groupes capitalistes qui dirigent notre pays organisent ce déclin industriel pour leur profit : en 2013 les entreprises du CAC 40 ont réalisé plus de 80 milliards de profits, 43 milliards de dividendes ont été distribués aux actionnaires (31 milliards en 2006).

Et pour augmenter toujours plus le taux de profit la casse continue : les fusions-acquisitions s'accroissent, Peugeot avec le chinois Dong Feng, Alstom va se vendre au plus offrant, les chantiers navals STX également, Bull fusionne avec Atos pour 620 millions (18 000 salariés en France). Les fusions-acquisitions ont fait un bon de 153 % au premier trimestre 2014 pour atteindre un montant de 50 milliards : dans les transports maritimes Jaccard sur Bourbon (3 milliards), dans les télécoms Numéricable sur SFR (17 milliards), Holcim sur Lafarge dans les matériaux de construction pour 29,6 milliards pour ne citer que les plus importantes.

À chaque fois ces fusions entraînent leur lot de suppressions d'emplois, l'INSEE annonce la perte de 191 000 emplois industriels d'ici 2018, 41 000 dans l'agriculture et 93 000 dans les banques. Les chiffres du chômage qui viennent d'être publiés (15 000 chômeurs de plus) confirment cette tendance.

Ces entreprises du CAC 40 qui dominent l'économie française s'accaparent de la totalité des 1000 milliards de richesses produites dont 700 milliards génèrent des profits spéculatifs alors que 26 milliards seulement sont investis dans la production. Sous prétexte de « taux de marge très faible », d'entreprises pas assez compétitives, de rentabilité insuffisante ce qui veut dire la même chose et qu'il faut traduire par « il faut augmenter les profits », le gouvernement socialiste accède à toutes les demandes des multinationales. 230 milliards annuels de cadeaux aux entreprises, suppression de cotisations sociales sur les bas salaires, sur la branche famille, suppression de diverses taxes comme la taxe professionnelle, celle sur le chiffre d'affaires etc.

Mais le capital en veut toujours plus, le Medef réclame la suppression du SMIC et la déréglementation du code du travail. L'accord ANI, signé par les syndicats CFDT, CGC, CFTC qui facilite les licenciements au travers d'un chantage à l'emploi n'est pas suffisant. La dernière trouvaille des patrons, approuvée par le ministre du travail actuel est de supprimer le seuil des effectifs qui permettent les élections des délégués du personnel, des comités d'entreprises et des CHSCT. La CFDT est prête à discuter de cette mesure lors du prochain sommet social de juillet. Autre trouvaille qui s'ajoute aux attaques du code du travail, Peugeot vient d'instaurer le travail du dimanche à Sochaux pour « faire face à la hausse de production » a déclaré la direction du site. Rappelons que PSA a supprimé 8500 emplois et vient d'encaisser 850 millions de fonds publics accordés allègrement par le pouvoir socialiste.

Tous les obstacles doivent être supprimés. C'est le but de la transformation de l'administration française, du regroupement des régions, de la suppression des départements, de celle programmée des communes, de la construction de métropoles. La structuration actuelle de la nation française est un obstacle au développement du capital, il faut donc qu'elle disparaisse pour réaliser ses objectifs.

La facture est payée par le peuple, salaires et pensions en baisse, chômage qui continue d'exploser (plus 15 000 chômeurs en avril) et qui touche plus de 7 millions de salariés. Il atteint 40 % chez les jeunes non diplômés ; à cela il faut ajouter 3,7 millions de salariés à statut précaire.

La pauvreté s'étend : 8,6 millions de Français soient 14,1 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté, le nombre de travailleurs pauvres s'accroît, 3,8 millions de personnes sont mal logées, 765 000 ménages sont surendettés, un Français sur cinq renonce à se soigner par manque de moyens dont un tiers chez les salariés du privé. Les conséquences sociales de la politique du capital ne préoccupent pas le

gouvernement qui est entièrement voué, répétons-le, aux ordres des multinationales. Les partis politiques ne remettent pas en cause le capital, ils discutent, ils palabrent sur les mesures prises, mais jamais ils se prononcent pour la disparition du capitalisme. Ce n'est pas une surprise concernant la droite, ses alliés et le Front National, c'est dans leur nature. Ce n'est pas non plus surprenant de la part du parti socialiste et ses complices, ils sont à la manœuvre. Le front de gauche tente de faire valoir qu'il suffirait de partager les richesses, d'en prendre un peu au capital (ce qui constitue une reconnaissance implicite du système), de réorienter l'Europe vers plus de social pour que tout aille mieux. C'est oublier volontairement que l'Europe a été construite par les multinationales pour leurs profits exclusifs. Quant au parti communiste il a complètement renié ses fondements révolutionnaires depuis la défaite de l'URSS.

Les syndicats suivent le même chemin, tous sans exception ont abandonné le terrain des luttes. La CFDT s'est transformée en chambre d'enregistrement des mesures dictées par le Medef, la CGT comme tous les autres syndicats prône le « dialogue social » le « partage des richesses » et revendique avec la confédération européenne des syndicats une « Europe sociale », c'est la fin du syndicalisme de classe.

Cela n'empêche pas les luttes menées très souvent par les syndicats d'entreprises et essentiellement par la CGT. Mais elles sont trop dispersées, isolées les unes des autres. C'est une stratégie choisie délibérément par les centrales syndicales qui privilégient le « dialogue social » avec le Medef. Cela se traduit par des reculs sociaux sans précédent. Les syndicats de base qui luttent sont de plus en plus nombreux à demander la coordination des luttes, de plus en plus nombreux à contester l'orientation de l'action syndicale.

La situation est comparable en Europe, les mesures prises par les multinationales sont identiques, les états sont aux ordres : attaques sur les droits sociaux partout, retraite, santé, salaires en baisse, casse des services publics, tout y passe. Les partis révolutionnaires ont tous disparus, le syndicalisme de classe aussi.

C'est d'ailleurs pour ces raisons que nous avons créé Communistes. Nous avons été les seuls dans la campagne des européennes à offrir une perspective révolutionnaire aux électeurs, les seuls à démontrer que l'Europe a été construite par les multinationales qu'elles dirigent pour leurs profits. Les seuls à proposer une coopération dans tous les domaines en Europe excluant tout instrument de domination supranational, respectant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les seuls à proposer la lutte pour abolir le capital, prendre la maîtrise des moyens de production et d'échange, exproprier les actionnaires. Nous avons été les seuls à combattre l'idée largement entendue dans la campagne que l'Europe c'est la paix, alors que depuis la défaite de l'URSS, l'Europe conduit des conflits sur tous les continents (27 conflits armés en 10 ans). Les cinq premières puissances y consacrent un budget de 200 milliards. C'est l'Europe de l'OTAN, des accords supranationaux dont nous sommes les seuls à réclamer leur disparition. C'est l'Europe qui veut supprimer les nations, le droit des peuples à choisir leur destin. C'est l'Europe où les multinationales se livrent une concurrence sans merci. Les discussions en cours actuellement dans le cadre d'un futur accord transatlantique sont révélatrices du danger que cela représente. Toutes entraves à la concurrence seraient bannies, illégales. Toutes les contraintes au développement du capital seraient interdites.

Voilà pourquoi le capital a besoin de serviteurs, c'est à celui ou celle qui appliquera au mieux ses directives, voilà pourquoi au gré de l'opinion publique et des rapports de force il a besoin de plusieurs fers au feu. Chasser Sarkozy était le mot d'ordre des partis et des syndicats, un piège pour le peuple. Chasser Sarkozy s'était maintenir le capital avec Hollande qui voulait tout changer pour que rien ne change. Au contraire, les difficultés se sont aggravées car le capital a besoin d'accélérer son développement.

Face au mécontentement populaire le gouvernement Hollande est déjà usé au bout de deux ans de mandat. Les remplaçants sont déjà sur les rangs mais la droite est décomposée, le Front National peut être le recours si le capital pour protéger ses intérêts le décide...

Face aux tenants du pouvoir qui se succèdent et qui appliquent à tour de rôle une politique qui aggrave sans cesse les conditions de vie, les travailleurs et le peuple rejettent massivement ceux qui gouvernent et sont en recherche d'une autre politique, la colère, l'exaspération peut mener au vote front national pour « essayer ». Pour le capital, l'essentiel est de garder la main sur les Etats. Tout est mis en œuvre par les médias pour promouvoir le troisième fer au feu que représente le Front National.

Le rejet de la politique actuelle se traduit par l'abstention massive.

Sur 46,555 millions d'électeurs, 26,802 millions se sont abstenus soient 58 %, ajoutons à cela les blancs et nuls et on atteint les 60 % de non exprimés. Dans les quartiers populaires, les chiffres sont encore plus marquants :

- 75% d'abstentions à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).
- À Saint-Denis 74,26 % d'abstentions.
- À Gennevilliers (Hauts-de-Seine) 69% d'abstentions.

À Forbach (Moselle) 71,23 % d'abstentions

-Au Havre (Normandie) 66,7 % d'abstentions. On pourrait poursuivre l'examen dans tous les quartiers populaires sur l'ensemble des régions de France.

Dans cette élection le Front National qui a fait l'objet d'une promotion inégalée de la part des médias arrive en tête avec 25 % des exprimés. Notons qu'il perd deux millions de voix par rapport aux présidentielles de 2012, ce que personne n'a évoqué.

Le parti socialiste au pouvoir réalise 14 % des exprimés, confirmant le rejet profond de sa politique, la droite est à 20%, le front de gauche est très loin des objectifs qu'il s'était fixé.

Pour notre part, nous avons dû faire face à des contraintes financières que tous nos adhérents connaissent, nos bulletins de vote, nos circulaires n'ont pas pu être imprimés et diffusés dans les bureaux de vote, le coût exorbitant (2 millions d'euros) nous en a empêché. Les partis politiques traditionnels ne se posent pas cette question, ils sont financés par les grands groupes, quoi de plus normal puisqu'ils sont à leur service.

Nous avons distribué des milliers de circulaires, imprimé des dizaines de milliers de bulletins de vote, fait connaître notre brochure, tenu des conférences de presse dans toutes les régions. Notre campagne électorale a été très positive, nous avons franchi un cap dans la conduite de cette campagne. De nombreux contacts ont été pris pour distribuer, diffuser notre propagande, nos bulletins de vote, nous avons couvert de nombreux panneaux électoraux avec notre affiche accompagnée de notre circulaire, des dizaines de milliers de tracts ont été distribués dans les entreprises, des réunions publiques ont eu lieu. Cette campagne électorale a été de

bonne tenue. Communistes est connu et reconnu aujourd'hui plus qu'hier comme étant le seul parti révolutionnaire en France. Offrir une perspective révolutionnaire était le but de notre présence à ces élections.

Les multiples contacts que chacun d'entre nous a pris, l'aide précieuse de sympathisants pour coller des affiches, distribuer les circulaires, les bulletins de vote, sont à mettre à l'actif des militants de communistes et des candidats sur nos listes.

Malgré les obstacles, nous avons presque doublé le nombre de nos voix par rapport à 2009.

Le ministère de l'intérieur donne les résultats suivants dans les 6 régions où nous avons eu des candidats:

- Île-de-France : 918 voix en 2014 – 1050 en 2009
- Nord-Ouest : 1422 en 2014 – 607 en 2009
- Ouest : 1022 en 2014 – 518 en 2009
- Est : 358 en 2014 -198 en 2009
- Sud-est : 796 en 2014 – 593 en 2009
- Centre : 473 en 2014 – 185 en 2009

Total en 2014: 4989

Dans ces résultats on peut relever plus précisément pour notre activité future les villes où il existe un électorat communiste sans qu'il y ait d'adhérents :

- Dans l'Ouest : 152 voix au Mans. 79 à Brest.
- Dans le Nord-Ouest : 436 voix au Havre.
- Dans le Nord : 253 voix. Dans le Pas-de-Calais 353 voix
- Dans les Bouches-du-Rhône : 121 voix à Marignane
- Dans le Var 86 voix à Aups, le front de gauche zéro.
- Dans l'est 41 voix à Mulhouse. 43 voix à Nevers.

Ces quelques résultats significatifs doivent nous interroger sur nos nouvelles possibilités de renforcement et nous faire réfléchir à la question comment rencontrer tous ces sélecteurs dont le vote est sans ambiguïté...

Il faut que l'on réfléchisse sans tarder à organiser des réunions publiques dans ces endroits. Cela veut dire invitations particulières, distribution de tracts, collage d'affiches, location de salles.

Cibler les villes où le potentiel est important, programmer des rencontres, voir si on peut les réaliser Notre congrès de fin novembre fera un premier bilan du développement de notre activité.

Nos résultats sont encourageants, n'oublions pas qu'il nous manquait une liste, n'oublions pas non plus que les préfectures de la région Nord-Est (sauf celle du Haut-Rhin), ont refusé de valider le bulletin Communistes, n'oublions pas l'accès quasiment nul de notre parti aux médias.

Il y a la place pour un parti révolutionnaire comme le nôtre, il y a la place pour le développer, nous avons le temps du débat pour décider des initiatives à mettre en œuvre pour y parvenir.

Nous avons su nous mobiliser dans cette campagne et ça a payé. Nous avons fait beaucoup de progrès mais il s'agit de rester lucides, la voie que nous avons choisie est difficile mais c'est la bonne, il faut multiplier les initiatives pour développer les idées révolutionnaires et renforcer notre parti.

Quelques mots sur l'actualité internationale, étroitement liée d'ailleurs avec ce que nous connaissons en France.

Tout d'abord, les chiffres du chômage dans le monde : il y avait 170 millions de chômeurs dans le monde en 2007, il y en a aujourd'hui 203 millions et 213 millions sont prévus en 2019. Voilà les ravages du capitalisme à l'échelle mondiale, voilà les conséquences de la concurrence internationale, de la course au profit que mènent les multinationales. Cette concurrence entraîne de graves tensions sur toute la planète. C'est le cas en Ukraine où les intérêts capitalistes s'affrontent. L'Europe veut s'accaparer les richesses du pays, la Russie veut préserver les siens, le peuple Ukrainien paye déjà la note de cette course au profit (voir notre site). La Russie qui vient de signer un contrat gazier avec la Chine d'un montant de 400 milliards de dollars veut devenir comme la Chine d'ailleurs une puissance incontournable au service du capital mondial. Les entreprises du CAC 40 ne s'y sont pas trompées, elles étaient toutes au forum de Saint- Pétersbourg à l'invitation de Poutine. Les affaires sont les affaires, peu importe le devenir des peuples. La Russie encore vient de signer un accord commercial avec la Biélorussie et le Kazakhstan pour créer un marché unique de 170 millions d'habitants. Ces 3 pays possèdent ensemble 1/5^{ème} des ressources mondiales de gaz et 15% des ressources mondiales de pétrole, de beaux profits en perspective...

La situation en Afrique n'est pas réglée au contraire. Le gouvernement français qui joue les gendarmes en Afrique pour occuper une place privilégiée dans la course aux matières premières, manipule l'opinion en parlant de retrait des troupes du Mali alors qu'il renforce la présence de l'armée dans le nord du pays. Pendant ce temps, des négociations ont lieu entre la multinationale Areva et le gouvernement du Niger pour exploiter l'uranium du pays.

Rien n'est réglé non plus en Lybie où le 1^{er} ministre vient de démissionner. Des attentats ont lieu tous les jours dans ce pays comme en Irak, en Centrafrique, en Afghanistan. Personne n'en parle. En Afrique du Sud, la grève dans les mines dure depuis quatre mois, silence...

Au Brésil, les travailleurs, la jeunesse luttent depuis des mois pour des revendications sociales, les médias en parlent uniquement parce que cela risque de perturber le mondial de football qui génère des milliards de profits, mais rien sur les conditions de vie du peuple brésilien.

En Thaïlande, silence sur les raisons du coup d'état de l'armée, comme en Ukraine il y a des bons coups d'état...

Le chef d'État du Vatican joue les arbitres dans le conflit entre Israël et la Palestine, il se montre clairement au service de l'impérialisme américain en difficulté face à l'opinion internationale.

En Égypte l'armée s'est servie de la religion pour reprendre la main et détourner les revendications sociales.

En Tunisie l'utilisation là aussi de la religion par le pouvoir poursuit le même but.

En Inde, les multinationales sont assurées de pouvoir continuer à exploiter les travailleurs, le président nouvellement élu est un des plus riches du pays.

Le capitalisme règne partout mais dans le monde comme en France il y a des luttes de plus en plus nombreuses, de plus en plus massives.

Ces luttes sont méconnues, parce que le capital en a peur. Il organise le black-out avec l'aide des médias.

Nous allons développer une rubrique luttes sur notre site.

Nous appelons le comité national à faire connaître les luttes qui ont lieu dans les départements, Elles sont nombreuses, nous devons encore plus les encourager encore plus et surtout les soutenir.